

Annexe 123 : Les stratégies de reconquête de Mathieu Ngirumpatse en exil (extrait de Mathieu Ngirumpatse, *La Tragédie rwandaise*, sans date, p. 185-187)

« En outre, le Gouvernement devenait pléthorique, du moment que certains départements tels l'agriculture, les travaux publics, etc. n'avaient plus de raison d'être. Il fallait donc ramener le Gouvernement aux domaines concernant la gestion du peu de patrimoine qui restait et de la population des réfugiés. Il n'y avait d'ailleurs plus de patrimoine qui vaille. Dans la débandade, beaucoup, oubliant leurs engagements à l'égard du peuple, se servirent sans vergogne ou vendirent en masse et à leur propre profit, les biens de l'État. (...) Malgré cette compression, le malaise subsista. D'aucuns estimaient qu'un gouvernement qui n'est plus capable de s'exprimer à l'extérieur, qui n'a plus de radio devenait complètement inefficace. (...)

C'est ainsi que naquit l'idée d'une nouvelle organisation des réfugiés rwandais. Les Forces Armées étaient les premières à soutenir cette idée. Par contre, le Président Sindikubwabo ainsi que le Premier Ministre Kambanda accueillirent la suggestion d'une façon négative. Plusieurs questions se posaient. Qui serait chef de cette nouvelle organisation ? Que deviendrait le Gouvernement ? Quel serait le rôle des partis politiques ? Quelle serait sa mission ? Toutes ces questions n'intéressaient vraiment pas les militaires. Pour eux, il fallait une organisation susceptible d'être écoutée par le Zaïre d'abord, par les autres pays ensuite : une organisation capable d'obtenir des aides et de redresser la situation diplomatique des réfugiés.

Des propositions vinrent de tous cotés. Il y eut d'abord la suggestion des partis politiques qui voulaient créer un collectif des partis, élire un comité unique qui défendrait les intérêts des réfugiés indépendamment de leur obédience politique. Si les autres partis répondirent positivement, le MDR fit obstruction et l'idée ne vit pas le jour. Sans aucun doute, la plus grande erreur des réfugiés est d'avoir traversé la frontière avec leurs défauts : les divisions, la naïveté, l'intransigeance... Vint ensuite l'idée de Justin Mugenzi. Par sa lettre écrite à Yaoundé le 8 janvier 1995, Monsieur Mugenzi demandait au Président de l'Assemblée Nationale, Joseph Nzirorera, de convoquer une session extraordinaire de cette institution en vue de déposer le Président et le Premier Ministre. Cette idée n'eut aucun succès parce qu'elle était politiquement dangereuse et juridiquement fautive. Politiquement dangereuse parce qu'elle n'avait pas été suffisamment préparée. Il est facile de révoquer des gens, mais il faut prévoir un remplacement immédiat. Ce remplacement exige une certaine consultation, laquelle n'avait pas eu lieu. Les députés ne pouvaient ni déposer, ni nommer sans directives de leurs partis respectifs. Juridiquement fautive, parce que constitutionnellement, le pouvoir de déposer le Président n'appartient pas à l'Assemblée Nationale, car elle n'a aucun pouvoir sur le Chef de l'État. Tout empêchement ou incapacité est constatée par la Cour constitutionnelle. Or, cette institution qui existait n'avait pas été consultée. À la rigueur, l'Assemblée pouvait renvoyer le Premier Ministre. Sur le plan constitutionnel, un député seul ne peut exiger la convocation d'une session du Parlement. Il faut un nombre déterminé de députés. En écrivant seul, Monsieur Mugenzi condamnait sa requête au rejet et c'est ce qui se passa.

Il fut également question de relever le Premier Ministre et le Président de leurs fonctions et de nommer Monsieur Casimir Bizimungu à la place. Ancien ministre des Affaires étrangères, docteur en Médecine diplômé d'une université américaine, bien connu du Président Mobutu et d'autres Chefs d'État, sa candidature semblait sérieuse. Seulement, en politique, surtout avec les Rwandais, il faut étudier sept fois tous les aspects du problème. Monsieur Bizimungu est de Ruhengeri, tandis que Sindikubwabo et Kambanda sont de Butare. Certains murmuraient que des personnalités du Nord voulaient se positionner et déléguer aux oubliettes les gens du Sud. En outre, Monsieur Bizimungu n'avait aucune promesse, ni du Zaïre, ni d'aucun autre pays. Il risquait donc d'échouer après avoir créé un malaise. En tant que Président du Parti MRND, je n'ai pas cru sage de cautionner une telle idée. Attitude d'ailleurs que Monsieur Bizimungu comprit et soutint parfaitement.

Finalement, comme d'habitude, ce furent les gens résidant en Europe qui eurent le dessus. En effet, des amis de la démocratie chrétienne belge aidèrent Monsieur François Nzabanimana à s'imposer. L'idée était de mettre en place une équipe non compromise sur le plan international qui pouvait se déplacer à sa guise et utiliser les médias étrangers. Les réfugiés et les militaires soutinrent l'idée et le Rassemblement pour le Retour et de la Démocratie au Rwanda (RDR) naquit en réalité dans un large consensus. Comme le Gouvernement intérimaire faisait toujours obstruction, les militaires lui exprimèrent leur exigence d'une équipe nouvelle. Je fus obligé de m'investir dans une mission de conciliation en vue d'éviter les éclats nuisibles à la cause des réfugiés. Au Président, je dis qu'il est inutile de s'opposer à une organisation soutenue par la majorité des réfugiés et qui, semblait-il, avait des appuis sur le plan international. Aux militaires, j'ai fait comprendre qu'il était préférable de jouer la carte de la concertation avec le Gouvernement étant donné leur position inconfortable de force désarmée, réfugié dans un autre pays. »